

Déclaration commune des gouverneurs représentant l'Allemagne et la France à l'occasion de l'Assemblée annuelle 2026 de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à Riga

Les gouverneurs de la BERD se retrouvent à Riga pour cette Assemblée annuelle 2026 à un moment où de fortes incertitudes planent sur l'économie mondiale, où le conflit au Moyen-Orient se poursuit, les déséquilibres macroéconomiques persistent et les défis, en particulier celui du changement climatique, ne cessent de se renforcer. Une telle situation pèse sur les perspectives de croissance à long terme et aggrave les faiblesses que connaissent de nombreuses économies.

Il s'agit en outre de la cinquième Assemblée annuelle de la BERD depuis le début de la guerre d'agression lancée à grande échelle en toute illégalité, sans provocation ni la moindre justification, par la Russie contre l'Ukraine. Nous condamnons toujours cette guerre sans merci menée par la Russie et l'escalade à laquelle celle-ci se livre, compromettant les efforts collectifs destinés à parvenir à la paix. Nous réaffirmons notre soutien sans faille à l'Ukraine dans la défense de son intégrité territoriale, de sa liberté, de sa souveraineté et de son indépendance, pour une paix juste et durable.

Dans ce contexte difficile, nous restons fermement partisans d'un système multilatéral fondé sur des règles et soulignons l'importance d'une BERD forte s'inscrivant dans un cadre multilatéral efficace. **La Banque fait preuve une fois de plus dans ces conditions d'une remarquable capacité à s'acquitter de sa mission et à s'adapter à un environnement en rapide évolution.**

L'Allemagne et la France saluent la mise en œuvre du Cadre stratégique et capitalistique (CSC) 2026-2030 adopté il y a un an à Londres par le Conseil des gouverneurs. Nous réaffirmons le soutien déterminé que nous apportons aux **grandes priorités de ce CSC en faveur d'une transition verte, inclusive et bien gouvernée, appuyée par la mobilisation du secteur privé et la transformation numérique.** Les trois stratégies définies dans le CSC, portant sur la transition vers les énergies vertes, la gouvernance économique ainsi que le capital humain et l'égalité des genres, traduisent le niveau d'ambition élevé de la BERD et reflètent les avantages comparatifs spécifiques dont elle dispose dans ces domaines. Ces priorités s'appuient sur des objectifs concrets et quantifiables, notamment concernant **l'ambition de la BERD en matière de financement vert**, qui consiste à consacrer au moins 50 % de son volume annuel d'activités à des investissements dans la transition verte, ainsi qu'à mobiliser 150 milliards d'euros d'investissements verts sur la période couverte par le CSC.

Nous nous félicitons de la première Stratégie de gouvernance économique de la Banque. Le fait d'aider les pays d'opérations à renforcer leur gouvernance économique permet de consolider les institutions et l'obligation de rendre des comptes, et de favoriser la mise en place dans ces pays d'un environnement propice aux affaires, améliorant ainsi leur accès aux financements et aux marchés.

Nous saluons la Banque pour son action en faveur de l'égalité des genres et du développement du capital humain. Si l'on veut construire des économies durables, compétitives et résilientes, il est indispensable de créer des conditions permettant à chacun de réaliser pleinement son potentiel productif, grâce à un meilleur accès aux compétences, aux infrastructures de base et à un système financier inclusif. Les pays où tous les membres de la société peuvent participer sur un pied d'égalité à la vie économique dans tous les secteurs jouissent d'une meilleure productivité et d'une plus grande capacité d'innovation.

En tant que premier investisseur institutionnel en Ukraine, la BERD conserve un rôle crucial dans le renforcement de la résilience du pays. Elle a consacré depuis le début de la guerre quelque 10 milliards d'euros au soutien des secteurs public et privé. Elle doit continuer de jouer un rôle déterminant dans l'appui à l'économie réelle, notamment au secteur de l'énergie en prévision de l'hiver prochain. Elle doit dans le même

temps être en première ligne de l'initiative internationale globale et coordonnée visant à soutenir, lorsque les conditions s'y prêteront, la reconstruction et la prospérité à long terme de l'Ukraine. Nous apprécions le précieux travail de conseil sur les politiques que mène la BERD auprès de l'Ukraine, ainsi que le soutien constant qu'elle lui apporte dans la mise en œuvre de réformes sectorielles et de gouvernance fondamentales, en vue notamment de son adhésion à l'Union européenne.

Nous sommes favorables à la campagne de mobilisation de fonds lancée par la BERD afin de financer, dans les meilleurs délais, la réparation de la structure de l'enceinte de confinement de la centrale nucléaire de Tchernobyl, endommagée par les attaques inconsidérées de la Russie. Nous tenons à exprimer l'inquiétude qui est la nôtre quant aux risques pour la sûreté nucléaire entraînés par cette frappe et réaffirmons notre volonté de prévenir tout accident radiologique susceptible d'avoir de graves conséquences humanitaires et environnementales. Nous appelons la communauté internationale à maintenir son soutien pour réunir les fonds nécessaires à une prompte remise en état de cette infrastructure et nous nous tenons prêts à apporter notre concours à cet effort collectif.

Nous remercions la Banque d'avoir mis en place sans délai des outils de réponse à la crise face à l'escalade du conflit au Moyen-Orient, en s'appuyant sur l'expérience qu'elle a acquise en matière d'aide aux pays frappés par ce type d'événements. Dans les pays d'opérations directement ou indirectement touchés par le conflit, le choc a mis en évidence les vulnérabilités en matière de sécurité énergétique et souligné la nécessité d'une diversification et d'une plus grande résilience. Dans ces pays, les investissements de la Banque doivent permettre d'assurer le maintien des services et des produits essentiels, y compris l'accès à une énergie abordable, sûre et fiable, les objectifs de transition verte à long terme restant partie intégrante de la réponse aux actuels problèmes de sécurité énergétique.

Nous nous réjouissons par ailleurs du bon départ pris par la Banque dans l'élargissement progressif et limité de ses opérations en Afrique subsaharienne et en Irak, dont les premiers projets ont été approuvés par le Conseil d'administration. Concernant les futures activités dans ces nouveaux pays d'opérations, nous tenons à souligner que la coopération avec les autres banques multilatérales de développement est essentielle pour parvenir à un impact optimal tout en restant fidèles au mandat de la Banque et à son principe d'additionnalité.

Nous félicitons la BERD pour le niveau record de mobilisation de capitaux privés enregistré en 2025 et sa première opération de transfert significatif de risque, réalisée en 2026. Nous appelons en outre la BERD à poursuivre le développement de ses instruments de financement en devise locale et insistons sur la pertinence de démarches innovantes telles que l'initiative Delta, à laquelle nous encourageons nos partenaires à se joindre, pour participer à sa mise en route et à son déploiement à plus grande échelle. Nous invitons en outre la Banque à approfondir sa coopération avec d'autres banques multilatérales et institutions financières de développement et d'autres banques publiques de développement dans le cadre de plateformes nationales, de partenariats et d'accords de partage de risques.

Nous saluons la souscription, à la fin de 2025, de plus de 95 % du capital social dans le cadre de l'augmentation générale de capital, qui traduit un solide soutien des actionnaires. Cette augmentation reste la pierre angulaire du renforcement de la capacité financière de la Banque à relever les défis multiples auxquels elle est confrontée, et en particulier à maintenir le niveau de son soutien à l'Ukraine tout en restant en mesure de produire un impact dans l'ensemble de ses régions d'opérations et sans compromettre l'adéquation de ses fonds propres.

Nous soutenons la Banque dans sa volonté de devenir plus forte, plus solide et plus efficace. Nous partageons son ambition de se servir efficacement de son bilan pour générer un impact important en matière de transition et optimiser l'utilisation du capital. Dans le même temps, nous tenons à rappeler l'importance du respect des principes de saine gestion bancaire, de la pérennité financière, d'une gestion rigoureuse des risques

et d'une solide culture de la maîtrise des coûts pour maintenir une croissance organique et fiable du capital. À mesure que la Banque augmente son volume annuel d'investissements, la qualité de la croissance et la pérennité de l'impact sur la transition doivent rester des préoccupations primordiales.

Nous félicitons la BERD pour la révision de son cadre de passation de marchés, qui renforce les conditions d'une concurrence loyale et ouverte et garantit les mêmes règles pour tous, tout en élargissant la base des fournisseurs, en renforçant la qualité et la (cyber)sécurité et en faisant de la durabilité un élément central tout au long du cycle de vie des projets. Nous encourageons la BERD à renforcer plus avant la résilience des chaînes d'approvisionnement et la cybersécurité dans le cadre des projets portant sur les énergies renouvelables et sur les infrastructures critiques, en étroite concertation avec ses pays d'opérations et en coordination avec les autres banques multilatérales de développement.

Nous tenons en outre à souligner l'importance des politiques de l'Union européenne et de leurs interactions avec le mandat de la Banque en faveur de la transition. Les actionnaires membres de l'Union européenne continueront d'agir en étroite coordination pour s'assurer que l'orientation stratégique de la BERD reflète bien leurs priorités communes.

L'Allemagne et la France réaffirment pour conclure leur plein soutien à la BERD, à son mandat, à ses dirigeants et à son personnel. En ces temps de fortes incertitudes, la BERD reste un acteur fondamental d'un système multilatéral efficace et fondé sur des règles, ainsi qu'un partenaire crucial pour la résilience, la transition et une croissance durable.